

AH GROUPE
Société à responsabilité limitée
au capital de 253 000 euros
Siège social : 12 Mont Sainte-Croix
FORBACH (Moselle)

01 B 319

439 823 323

GREFFE DU TRIBUNAL D'INSTANCE

DE SARREGUEMINES

Date du dépôt 19 NOV. 2001

Numéro A 1260

Le Greffier

S T A T U T S

114

Le soussigné :

- **Monsieur HAMAN Alain**,
né le 4 août 1955 à SARREBRUCK (R.F.A.),
demeurant à FORBACH (Moselle) 10 Mont Sainte-Croix,

marié le 25/05/1991 sous le régime de la séparation de biens
avec Madame STUBER Isabelle selon contrat de mariage reçu le
13.05.1991 pardevant Maître RAUSCH, notaire à 57600 FORBACH,

a établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'il a
décidé de constituer.

Dans l'hypothèse d'une augmentation de capital, d'une cession de
parts, ou de toutes autres opérations ou événements amenant une
pluralité d'associés, l'E.U.R.L passera au régime de la S.A.R.L
pluripersonnelle.

114

AH GROUPE

Société à responsabilité limitée
au capital de 253 000 euros
Siège social : 12 Mont Sainte-Croix
FORBACH (Moselle)

TITRE I

**FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE
EXERCICE - GERANCE**

Article 1er - FORME

Il est formé par le soussigné une société à responsabilité limitée, qui sera régie par le nouveau code de commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet :

Ambulances, taxi, VSL, transport sanitaire, location de véhicules, transport de petits colis taxicolis, hôtel, location de meublés, gestion d'immeubles, activité de marchands de biens, prises de participations dans toutes sociétés, gestion administrative des filiales et gestion de valeur mobilière.

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ;

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer sauf s'il s'agit d'une autre EURL, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

AH GROUPE

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

47

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à FORBACH (Moselle) 12 Mont Sainte-Croix.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés ou de l'associé unique.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus ci-après.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er JANVIER et se termine le 31 DECEMBRE de chaque année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 DECEMBRE 2001.

Article 7 - GERANCE

La gérance de la société est assurée par :

- Monsieur HAMAN Alain, soussigné.

La durée de ses fonctions est illimitée.

La gérance exercera ses fonctions dans les conditions prévues au titre III des présents statuts.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

Article 8 - APPORTS

1 - Dispositions de l'article 1832-2 du code civil

L'associé unique n'étant pas marié sous le régime de la communauté de biens, les dispositions de l'article 1832-2 du code civil n'ont pas trouvé application.



2 - Montant et modalités des apports

Lé soussigné fait apport à la société, en pleine propriété et sous les garanties ordinaires de fait et de droit, des biens ci-après désignés et évalués à deux cent cinquante trois mille (253 000) euros.

- Parts sociales des sociétés :

- * SARL SAMH 57,
au capital de 75.000 francs,
immatriculée au R.C.S. de Sarreguemines
sous le numéro 383.031.705,
ayant son siège social sis 1 rue de la Forêt
à 57600 FORBACH,
numérotées de 1 à 74, évaluées à 41.220 euros
 - * SARL HAMAN FREYMING,
au capital de 75.000 francs,
immatriculée au R.C.S. de Sarreguemines
sous le numéro 402.442.537,
ayant son siège social sis 6 rue du 5 Décembre
à 57800 FREYMING-MERLEBACH,
numérotées de 1 à 74, évaluées à 12.100 euros
 - * SARL HAMAN SAINT-AVOLD,
au capital de 150.000 francs,
immatriculée au R.C.S. de Sarreguemines
sous le numéro 399.424.431,
ayant son siège social sis résidence le Forum
à 57500 SAINT-AVOLD,
numérotées de 1 à 147, évaluées à 53.680 euros
 - la branche d'activité ambulance, VSL, location
de véhicules de l'entreprise individuelle
"Ambulance HAMAN" exploité au 12 Mont Sainte-Croix
à 57600 FORBACH, immatriculée au R.C.S. de Sarreguemines
sous le numéro 314.801.366,
est évaluée à 146.000 euros
suivant contrat d'apport dont détail annexé aux
statuts.
- Soit au total, apport de Monsieur Alain HAMAN 253.000 euros
=====

Article 9 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de deux cent cinquante trois mille (253 000) euros.

Il est divisé en douze mille six cent cinquante (12 650) parts de vingt (20) euros chacune, numérotées de 1 à 12 650, entièrement souscrites, libérées et attribuées à :

Monsieur HAMAN Alain, soussigné

en rémunération de son apport en nature.

H/7

Article 10 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I - Augmentation du capital

1 - Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire de l'associé unique ou des associés en cas de pluralité de ceux-ci, être augmenté, en une ou plusieurs fois, par voie d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, l'associé unique ou la collectivité des associés en cas de pluralité d'associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

2 - Souscriptions en numéraire et apports en nature

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la caisse des dépôts et consignations, chez un notaire, ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital doivent être entièrement libérées et réparties lors de leur création.

3 - Rompus

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

4 - Apporteurs ou acquéreurs communs en biens

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.



Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts et en cas de pluralité d'associés, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

II - Réduction du capital social

1 - Conditions de la réduction du capital

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés en cas de pluralité d'associés. Dans ce dernier cas, cette réduction ne devra pas porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation ayant pour effet de le porter à ce minimum, à moins que la société n'ait été transformée en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société, deux mois au moins après avoir mis la gérance en demeure de régulariser la situation. Cette mise en demeure est adressée à la société par acte extrajudiciaire.

2 - Pertes ayant pour effet de ramener les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter l'associé unique ou les associés en cas de pluralité temporaire d'associés à l'effet de décider, par une décision extraordinaire, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par le ou les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social et inscrite au registre du commerce et des sociétés.

117

A défaut par la gérance ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si le ou les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 11 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES - INTERDICTION D'EMETTRE DES VALEURS MOBILIERES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la société d'émettre des valeurs mobilières. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

Article 12 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - Cessions

1 - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

2 - Les cessions de l'associé unique

Les cessions ou transmissions de parts sociales de l'associé unique sont libres.

En cas de cession amenant une pluralité d'associés, les nouveaux associés devront prendre connaissance et approuver les présents statuts tels qu'ils auront pu être modifiés à la date de la dite cession.

3 - Agrément des cessions en cas de pluralité d'associés

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants, même si le conjoint, ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé.

1/2

Elles ne peuvent être cédées à des tiers non associés autres que le conjoint, les ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter les associés par écrit sur ce projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au deuxième alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

1 - Transmission par décès

En cas de décès de l'associé unique, la société continue entre les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant. Dans le cas où les héritiers ou ayants droit ne sont ni des héritiers directs, ni le conjoint survivant, la société est dissoute.

Lesdits héritiers, ayants droit et conjoint, pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, doivent justifier de leurs qualités héréditaires par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants droit et conjoint, au partage des parts dépendant de la succession de l'associé décédé et éventuellement de la communauté de biens ayant existé entre cet associé et son conjoint, les droits attachés auxdites parts seront valablement exercés par l'un des indivisaires, ainsi qu'il est indiqué sous l'article 13 des présents statuts.

2 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre l'associé et son conjoint, les parts sont librement transmissibles.

En cas de pluralité d'associés, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

Article 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la société dans les décisions ordinaires et le nu-propriétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

Article 14 - DROITS DE L'ASSOCIE

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par l'associé unique.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

(1) 4

3 - Nantissement des parts

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon les conditions de l'article 2078 du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

4 - Information des associés

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. La société doit annexer à ce document la liste des gérants et des commissaires aux comptes en exercice et ne peut, pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à deux euros.

Les droits d'information de tout associé sur les comptes sociaux et autres documents sont exposés sous l'article 25 ci-après des présents statuts.

Article 15 - INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par l'incapacité frappant l'associé unique.

TITRE III

- GERANCE -

Article 16 - POUVOIRS DE LA GERANCE

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés par décision ordinaire de l'associé unique ou des associés en cas de pluralité d'associés.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la société - Le Gérant", suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

119

Le ou les gérants sont tenus de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Article 17 - DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE

1 - Durée

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision qui les nomme.

2 - Cessation des fonctions

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par celle des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, un gérant peut être révoqué par le président du tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également résilier ses fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

3 - Nomination d'un nouveau gérant

L'associé unique ou la collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du gérant restant en fonctions, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés représentant le quart du capital s'ils existent, soit par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

Article 18 - REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel, à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision ordinaire de ou des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

(17)

Article 19 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE

1 - Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par le nouveau code de commerce. Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée. Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

2 - Lorsque la société n'est pas pourvue de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique ou de l'assemblée des associés.

3 - La procédure de contrôle ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique, gérant ou non. Toutefois, le gérant non associé ou le commissaire aux comptes, s'il en existe un, doivent établir un rapport spécial.

4 - Les conventions conclues par l'associé unique ou par le gérant non associé doivent être mentionnées dans le registre des décisions de l'associé unique.

5 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 20 - RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Le ou les gérants sont responsables envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article L.223-22 du nouveau code de commerce.

179

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article L.223-24 du nouveau code de commerce.

TITRE IV

- DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE -

Article 21 - POUVOIRS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par le nouveau code de commerce à la collectivité des associés. Il ne peut en aucun cas déléguer ces pouvoirs. Ses décisions sont répertoriées dans un registre.

En cas de pluralité d'associés, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

1 - Les décisions prises en assemblée générale.

Sont prises en assemblée les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux, les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés.

La tenue des assemblées ainsi que les consultations écrites s'organisent dans les conditions prévues par le nouveau code de commerce.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des voix émises, quelle que soit la proportion du capital représenté, sauf pour les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance qui ne peuvent faire l'objet d'une deuxième consultation.

(17

4 - Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article 12 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la société en société de toute autre forme, notamment en société anonyme, est décidée dans les conditions fixées par l'article L.223-43 du nouveau code de commerce.

Le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 22 - INFORMATION DE L'ASSOCIE

Le ou les gérants doivent adresser à l'associé unique, dans les six mois à compter de la clôture de l'exercice : un inventaire, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, et le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, registre des décisions. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par l'associé unique. Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non-gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée, le cas échéant, aux commissaires aux comptes.

TITRE V

- CONTROLE DE LA SOCIETE -

Article 23 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par le nouveau code de commerce et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

117

En dehors des cas prévus par le nouveau code de commerce, la nomination de commissaires aux comptes peut être décidée par décision de l'associé unique.

Les commissaires aux comptes exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par le nouveau code de commerce.

TITRE VI

COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

Article 24 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément au nouveau code de commerce et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et développement.

Article 25 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "Réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est attribué à l'associé unique. En cas de pluralité d'associés, la part attribuée aux associés sur ce bénéfice est déterminée par l'assemblée. Les modalités de mise en paiement des dividendes sont décidées par l'associé unique ou par l'assemblée. Le paiement des dividendes doit intervenir dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

109

L'associé unique ou l'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'associé unique ou l'assemblée générale peut également affecter les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Aucune distribution ne peut être effectuée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que le nouveau code de commerce ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 26 - DISSOLUTION

1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision extraordinaire de l'associé unique ou des associés en cas de pluralité temporaire d'associés afin de décider si la société doit être prorogée.

2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision extraordinaire de l'associé unique ou des associés en cas de pluralité temporaire d'associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles L223-2 et L223-42 du nouveau code de commerce.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Article 27 - LIQUIDATION

Lorsque la société comprend plusieurs associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés s'il y en a plusieurs.

Le ou les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Article 28 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément au nouveau code de commerce et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

TITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 29 - PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

Conformément au nouveau code de commerce, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

Pour faire publier la constitution de la présente société conformément au nouveau code de commerce, tous pouvoirs sont donnés à l'associé unique ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

Dans l'attente de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, les associés soussignés donnent mandat exprès à Monsieur HAMAN Alain, de réaliser immédiatement, au nom et pour le compte de la société, les actes et engagements suivants :

HA

- de souscrire un emprunt à hauteur de 5.700.000 francs,
- de conclure l'achat d'un immeuble situé au 12 Mont Sainte-Croix à 57600 FORBACH pour la somme de 5.200.000 francs,
- de signer un contrat de location-gérance avec Mr HAMAN Alain.

Ces actes et engagements seront repris de plein droit par la société par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

En outre, et dès à présent, la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements entrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs. Après immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'associé unique appelé à statuer sur les comptes du premier exercice social. Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

Article 30 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société et devront être amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.

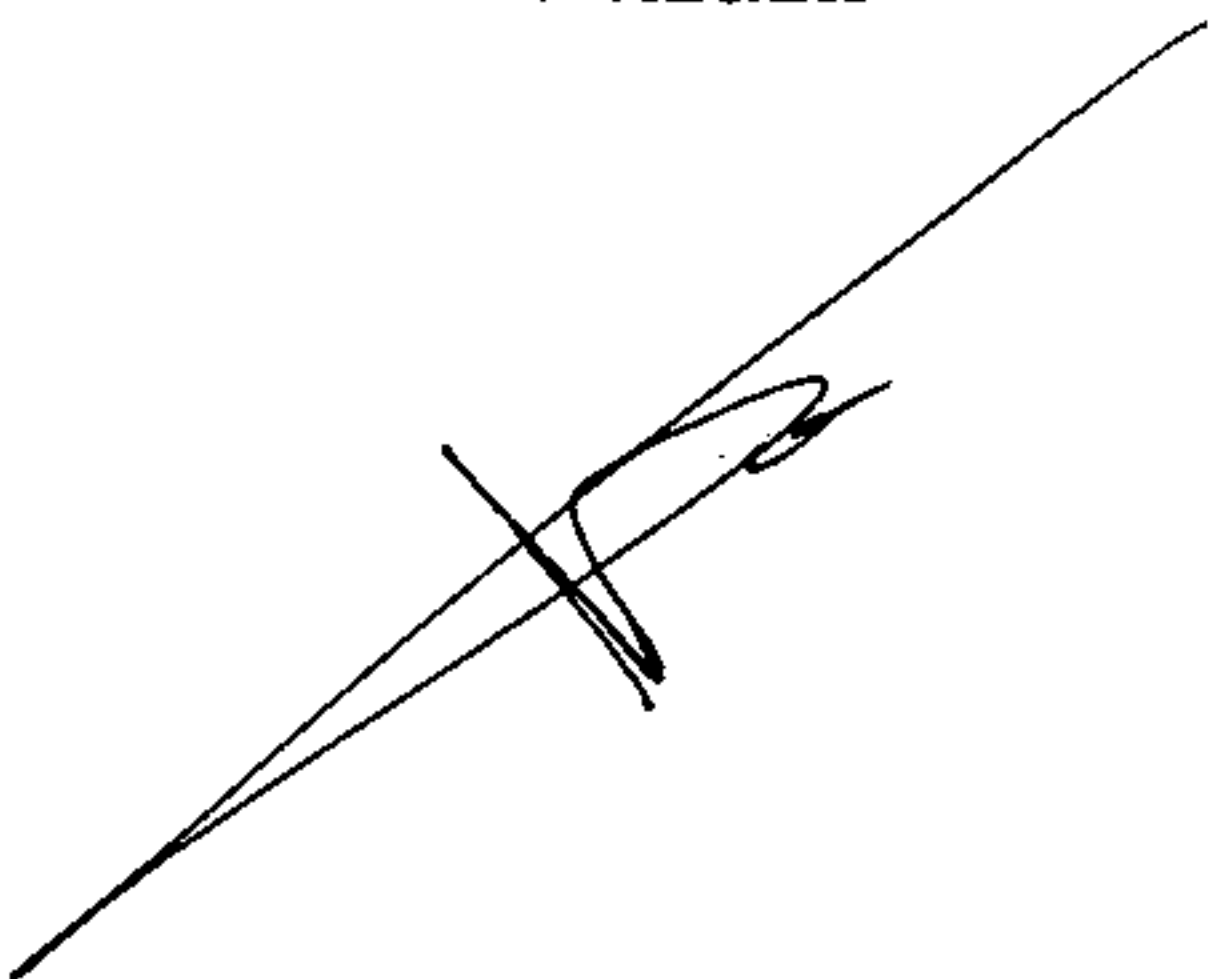
Article 31 - REGIME FISCAL

La société à responsabilité limitée à associé unique relevant de plein droit à l'impôt sur le revenu, l'associé unique soussigné demande, au terme des présentes, l'option pour le régime de l'impôt sur les sociétés.

Fait à FORBACH,
l'an deux mille un,
et le 1er novembre 2001

en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

Mr HAMAN Alain



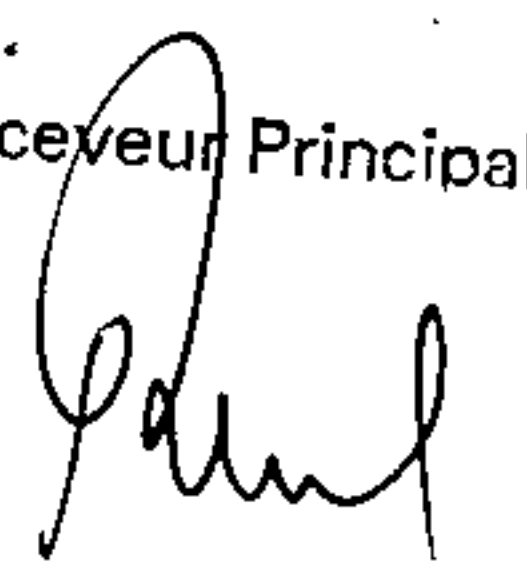
ENREGISTRÉ à FORBACH (Moselle)

Le - 9 NOV. 2001

Bordereau 273 N°2 Extrait N° 1637

Reçu: *G. J. J.*

Le Receveur Principal,


J. BOUCHER

Fabrice SCHALLER
Commissaire aux Comptes près de la Cour d'Appel de Metz
36 rue des Jardins 57050 LE BAN SAINT MARTIN
Tel : 03-87-31-09-61 Fax : 03-87-30-47-82

01 B 319
439 873 373
GREFFE DU TRIBUNAL D'INSTANCE
DE SARREGUÉMINES
Date du dépôt19 NOV. 2001.....
NuméroA126.....
Le Greffier :

SARL AH GROUPE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

En exécution de la mission de commissariat aux apports qui m'a été confiée par décision de l'associé unique, Monsieur Alain HAMAN, en date du 19 septembre 2001, je vous présente mon rapport sur l'appréciation de la valeur des apports devant être effectués par l'associé fondateur de la SARL AH GROUPE.

I – Exposé de l'opération projetée

- Entités concernées :

- La société SAMH 57 est une société à responsabilité limitée au capital de F 75 000, dont le siège est situé 1 rue de la forêt 57600 FORBACH. La société a pour objet le transport de malades en ambulance, la dialyse, la radiothérapie, ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.
- La société HAMAN est une société à responsabilité limitée au capital de F 150 000, dont le siège est situé 2 Place Saint-Nabor Le Forum, 57500 SAINT-AVOLD. La société a pour objet le transport de malades en ambulance, la dialyse, la radiothérapie, ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social
- La société HAMAN est une société à responsabilité limitée au capital de F 75 000, dont le siège est situé 6 rue du 5 décembre 57800 FREYMING MERLEBACH. La société a pour objet le transport de malades en ambulance, la dialyse, la radiothérapie, ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social
- La branche d'activité ambulance, VSL et de location de véhicules de l'entreprise individuelle « Ambulance HAMAN », exploité 12 rue Mont Sainte-Croix, 57600 FORBACH

- but de l'opération :

L'opération consiste en l'apport à la SARL AH GROUPE, en cours de constitution, de :

- titres de la société SARL HAMAN de SAINT AVOLD
- titres de la société SARL HAMAN de FREYMING-MERLEBACH
- titres de la société SARL SAMH 57
- la branche d'activité ambulance, VSL, location de véhicules de l'entreprise individuelle « Ambulance HAMAN ».

Cet apport constituera le capital social de la nouvelle société.

Le but de l'opération est la constitution d'un groupe spécialisé dans les activités d'ambulance, de VSL et de location de véhicules.

- Propriétés, jouissance et conditions :

Votre société deviendra propriétaire du fonds de commerce ambulance, VSL et de location de véhicules de l'entreprise individuelle « Ambulance HAMAN » et des titres et droits qui y sont rattachés des sociétés SARL HAMAN de SAINT AVOLD, SARL HAMAN de FREYMING-MERLEBACH et SARL SAMH 57 à compter du jour où elle aura acquis la personnalité morale par son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Elle aura la jouissance à compter du même jour.

II – Description et évaluation des apports

Les apports sont constitués de :

- 147 parts sur les 300 parts composants le capital social de la SARL HAMAN de SAINT AVOLD pour une valeur de 53 680 euros.

Les titres ont été évalués sur la base du bilan clos le 31 décembre 2000 et d'une situation intermédiaire établie au 30 juin 2001.

Les titres ont été évalués sur la base des capitaux propres.

Les autres éléments d'actif et de passif ont été valorisés pour leur valeur comptable.

Il en résulte une valeur d'apport de **53 680 euros**.

- 74 parts sur les 150 parts composants le capital social de la SARL HAMAN de FREYMING-MERLEBACH pour une valeur de 12 100 euros.

Les titres ont été évalués sur la base du bilan clos le 31 décembre 2000 et d'une situation intermédiaire établie au 30 juin 2001.

Les titres ont été évalués sur la base des capitaux propres.

Les autres éléments d'actif et de passif ont été valorisés pour leur valeur comptable.

Il en résulte une valeur d'apport de **12 100 euros**.

- 74 parts sur les 150 parts composants le capital social de la SARL SAMH 57 pour une valeur de 41 220 euros.

Les titres ont été évalués sur la base du bilan clos le 31 décembre 2000 et d'une situation intermédiaire établie au 30 juin 2001.

Les titres ont été évalués sur la base des capitaux propres.

Les autres éléments d'actif et de passif ont été valorisés pour leur valeur comptable.

Il en résulte une valeur d'apport de **41 220 euros**.

- Aux termes du contrat d'apport de la branche d'activité ambulance, VSL, location de véhicules de l'entreprise individuelle « Ambulance HAMAN », signé entre Monsieur HAMAN Alain et la SARL AH GROUPE, il en résulte que l'actif apporté et le passif pris en charge s'établissent comme suit :

- Eléments incorporels : 158 752 euros
- Eléments corporels : 39 468 euros

TOTAL ACTIF APPORTE 198 220 euros

- Passif pris en charge : 52 220 euros

APPORT NET 146 000 euros

Le détail des apports figure en annexe de ce rapport.

Les immobilisations corporelles ont été reprises à leur valeur nette comptable.

Les emprunts ont été repris pour le montant en capital restant à devoir (il a été tenu compte d'un remboursement d'emprunt partiel anticipé)

Le fonds de commerce a été évalué à partir de la méthode habituellement retenue par l'administration fiscale, à savoir, celle basée sur le chiffre d'affaires.

Il en résulte une valeur d'apport de **146 000 euros**.

III – Vérifications effectuées

J'ai effectué les diligences que j'ai estimé nécessaires selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes pour :

- vérifier la réalité des actifs apportés et des passifs pris en charge
- contrôler la valeur attribuée aux apports
- m'assurer que les événements intervenus depuis la période de référence n'étaient pas de nature à remettre en cause l'évaluation des apports
- rechercher d'éventuels avantages particuliers

IV – Conclusion

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la valeur globale des apports décrits ci-dessus, dont le total s'élève à 253 000 euros.

La valeur globale des apports correspond au moins à la valeur nominale des parts sociales à émettre par la SARL AH GROUPE

Fait à BAN SAINT MARTIN
Le 30 octobre 2001



Fabrice SCHALLER
Commissaire aux Apports

INVENTAIRE DU MATERIEL

Dépendant de la branche d'activité, appartenant à Monsieur Alain HAMAN, exploité au 12 Mont Sainte-Croix à 57600 FORBACH

MATERIELS

- 3 brancards	229 euros
- divers matériels	167 euros

	396 euros

VEHICULE

- Ambulance RENAULT MASTER	32.319 euros

	32.319 euros

MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE

- Téléprojecteur	427 euros
- Ordinateur	152 euros
- Fax	76 euros

	655 euros

MOBILIER

- Ensemble mobilier	6.098 euros
---------------------	-------------

TOTAL	39.468 euros
--------------	---------------------

Emprunts repris :

- *emprunt Caisse d'Epargne*

- *emprunt C.M.D.P.*

CONTRAT D'APPORT
D'UNE BRANCHE COMPLETE D'ACTIVITE
D'AMBULANCE, VSL,
ET DE LOCATION DE VEHICULES

Entre les soussignés :

- Monsieur Alain HAMAN
de nationalité française,
né le 4 août 1955 à SARREBRUCK,
demeurant à 57600 FORBACH 10 Mont Sainte-Croix.

013 319
439 873 373
GREFFE DU TRIBUNAL
DE SARREBRUCK
Date du dépôt 19 NOV. 2001
Numéro A 1760
Le Greffier

Ci-après dénommé l'apporteur
d'une part,

et

la SARL « AH GROUPE »

Société à responsabilité limitée au capital de 253.000 euros ayant son siège social 12 Mont Sainte Croix à 57600 FORBACH, en cours de formation, représentée par Monsieur Alain HAMAN, gérant de la société AH GROUPE.

Ci-après dénommée la société bénéficiaire
d'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

L'apporteur, soussigné de première part, apporte par les présentes sous les garanties ordinaires et de droit à la société bénéficiaire, ce qui est accepté par Monsieur Alain HAMAN, ès qualités, l'intégralité des éléments corporels et incorporels de la branche d'activité exploitée à 57600 FORBACH 12 Mont Sainte-Croix, lui appartenant et pour lequel il est immatriculé au registre du commerce sous le n° A 314 801 366.

Ladite branche d'activité comprenant :

a) éléments incorporels

Les agréments d'ambulances et VSL.

La clientèle attachée au fonds commercial d'ambulances, VSL, location de véhicules.

Les enseignes « VH Location » et « VH Transport ».

L'ensemble des éléments incorporels ci-dessus à la somme de cent cinquante huit mille sept cent cinquante deux euros,

ci, 158.752 euros.

b) éléments corporels

Des matériels, décrits et estimés article par article au vu d'un état ci-annexé à une valeur totale de trente neuf mille quatre cent soixante huit euros,

ci, 39.468 euros.

Tels que ladite branche d'activité se poursuit et comporte dans son état actuel avec ses aisances et dépendances, ses engagements, sans exception ni réserve Monsieur Alain HAMAN déclarant bien la connaître pour avoir eu connaissance de la comptabilité, livres de caisse, factures et autres documents permettant d'en établir la valeur.

c) Les apports

Les apports sont faits à charge de la société de reprendre les emprunts au vu d'un état ci-annexé pour un montant de 52.220 euros à rembourser.

VALEUR TOTALE DES ELEMENTS INCORPORELS ET CORPORELS APPORTES
SOUS DEDUCTION DU PASSIF APPORTE, CENT QUARANTE SIX MILLE EUROS,

ci, 146.000 euros.

Cet apport a été évalué par l'associé apporteur et Monsieur SCHALLER Fabrice a été désigné à l'unanimité des associés en qualité de commissaire aux apports.

L'apporteur déclare qu'il est propriétaire de la branche d'activité, objet de la présente cession pour l'avoir créé lui-même.

L'entreprise susvisée est exploitée dans les locaux, à 57600 FORBACH 12 Mont Sainte Croix, propriété de Monsieur Alain HAMAN.

Il est ici précisé qu'un bail des locaux sera conclu entre l'apporteur et le bénéficiaire pour l'exercice de la présente activité.

La société bénéficiaire aura la propriété de l'entreprise apportée à compter de son immatriculation au RCS de SARREGUEMINES.

→ Elle en aura cependant la jouissance à compter du 1er Novembre 2001.

L'apport ci-dessus stipulé, après prise en charge du passif, est fait sous les charges et conditions suivantes :

174 - la société bénéficiaire prendra les biens et droits apportés, dans l'état où il se trouveront à la date de l'entrée en jouissance, sans pouvoir demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit, et notamment, pour erreur de désignation ou de contenance, changement dans la composition des biens existants à ladite date.

- Elle acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance toutes les contributions, impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes les charges quelconques ordinaires ou extraordinaires grevant ou pouvant grever les biens apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation du fonds apporté.

112 - Le bénéficiaire reconnaît avoir eu connaissance des dispositions de l'article L.122-12 du code du travail précisant que les salariés demeurent attachés à la branche d'activité.

- Le bénéficiaire sera tenu d'acquitter à compter de la date d'entrée en jouissance, en totalité, toutes les indemnités, salaires, primes et congés payés du personnel attachés à la branche d'activité.

- Elle exécutera à compter de la même date tous traités, marchés et conventions relatifs à l'exploitation du fonds apporté, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant, à ses risques et périls, sans recours contre l'apporteur.

- Elle reprendra à sa charge tous les contrats de location des véhicules.

- Elle supportera tous les frais, droits et honoraires afférents au présent apport, y compris ceux des actes et pièces appelés à en constater la réalisation définitive, ainsi que tous les frais qui en seront la conséquence directe ou indirecte.

Le montant du chiffre d'affaires toutes taxes comprises VSL et ambulances des trois dernières années s'est élevé à :

- pour la période du 01.01.98 au 31.12.98	246.692 euros
- pour la période du 01.01.99 au 31.12.99	362.043 euros
- pour la période du 01.01.00 au 31.12.00	409.650 euros
- pour la période du 01.01.01 au 31.08.01	195.211 euros

Pour les périodes correspondantes, les résultats nets comptables globaux de l'entreprise ont été les suivants :

- pour la période du 01.01.98 au 31.12.98	97.152 euros
- pour la période du 01.01.99 au 31.12.99	166.764 euros
- pour la période du 01.01.00 au 31.12.00	112.965 euros

Le fonds apporté n'est grevé d'aucune inscription de privilège ou de nantissement.

L'apporteur déclare, en outre :

- qu'il est de nationalité française et réside habituellement en France,
- avoir la libre disposition en propriété de la clientèle et de la branche d'activité dont il s'agit, et de tous les éléments, dont aucun n'est saisi ni susceptible de l'être,
- qu'aucune des activités présentes exercées dans le fonds dont il s'agit n'a été prêtée ou louée à l'apporteur,
- qu'il n'existe aucune interdiction administrative, judiciaire ou autre à l'exploitation ou à l'apport de cette clientèle, et que celle-ci ne se trouve pas actuellement dans une zone super-protégée au sens des lois et règlements en vigueur, susceptibles de conduire à sa disposition ou à son indisponibilité,
- ne pas être à ce jour, l'objet de poursuites de quelque nature que ce soit concernant l'exploitation du fonds apporté et susceptibles d'entraver cette exploitation par la société bénéficiaire et la jouissance paisible à laquelle elle peut prétendre,
- qu'en résumé rien dans sa situation juridique ne s'oppose à la libre disposition du fonds apporté et à la jouissance paisible de ce dernier par la société bénéficiaire,
- qu'il n'est pas et n'a jamais été en état de redressement ou de liquidation judiciaires ou de cessations de paiements,
- qu'il n'est pas actuellement et n'est pas susceptible d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation de ses biens,
- qu'il met les livres comptables, après qu'ils ont été visés par les parties, à la disposition de la société bénéficiaire pendant trois ans à dater de l'entrée en jouissance du fonds.

Monsieur Alain HAMAN déclare :

- que la société qu'il représente est une société française dont le siège social est en France,
- qu'il a visé tous les livres de comptabilité de l'apporteur, suivant inventaire signé par les parties et dont chacune a reçu un exemplaire.

En rémunération de l'apporteur ci-dessus désigné, évalué à cent quarante six mille euros. il sera attribué à l'apporteur sept mille trois cent parts de vingt euros de nominal, entièrement libérées, numérotées de 1 à 7300 qui seront créées par la société bénéficiaire à titre d'apport en capital. L'apporteur s'engage à conserver les titres reçus en contrepartie de l'apport pendant cinq ans et **les parties décident de se placer sous le régime fiscal de l'article 809 I bis du CGI.**

L'apporteur, et la SARL « AH GROUPE » représentée par Monsieur Alain HAMAN, déclarent opter pour le régime spécial des plus-values prévu à l'article 151 octies du code général des impôts, l'apporteur, procédant à l'apport de l'intégralité des éléments de la branche d'activité affectés à l'exercice de la profession.

La plus-value nette à long terme réalisée sur l'apport des éléments non amortissables dont l'imposition au nom de l'apporteur sus désigné est reportée, s'élève à 148.081 euros (cent quarante huit mille quatre vingt un euros).

11/2 La plus-value nette sur biens amortissables sera réintégrée sur 5 ans dans les résultats de la société AH GROUPE s'élève à 437 euros (quatre cent trente sept euros).

Les parties soussignées s'engagent à respecter les règles prévues à l'article 151 octies ci-dessus mentionné.

11/1 Déclarations de la société « AH GROUPE » relatives à la cession ultérieure des biens mobiliers d'investissements compris dans le présent apport du fonds.

Monsieur Alain HAMAN, conformément aux dispositions de l'article 261-3, 10 a du Code général des impôts, déclare que la SARL « AH GROUPE » :

- s'engage à soumettre à la TVA les cessions ultérieures de biens mobiliers d'investissement qui lui sont apportés dans le cadre de la transmission de l'universalité de la branche d'activité ci-dessus visée,

- s'engage également à procéder, le cas échéant, aux régularisations de TVA prévues aux articles 210 et 215 de l'Annexe II au code général des impôts qui auraient été exigibles si l'apporteur avait continué à utiliser les biens mobiliers d'investissement.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au 12, Mont Sainte Croix à 57600 FORBACH.

Pour le cas de contestations pouvant s'élever au sujet du présent apport, attribution de juridiction est faite aux tribunaux compétents du siège du fonds apporté.

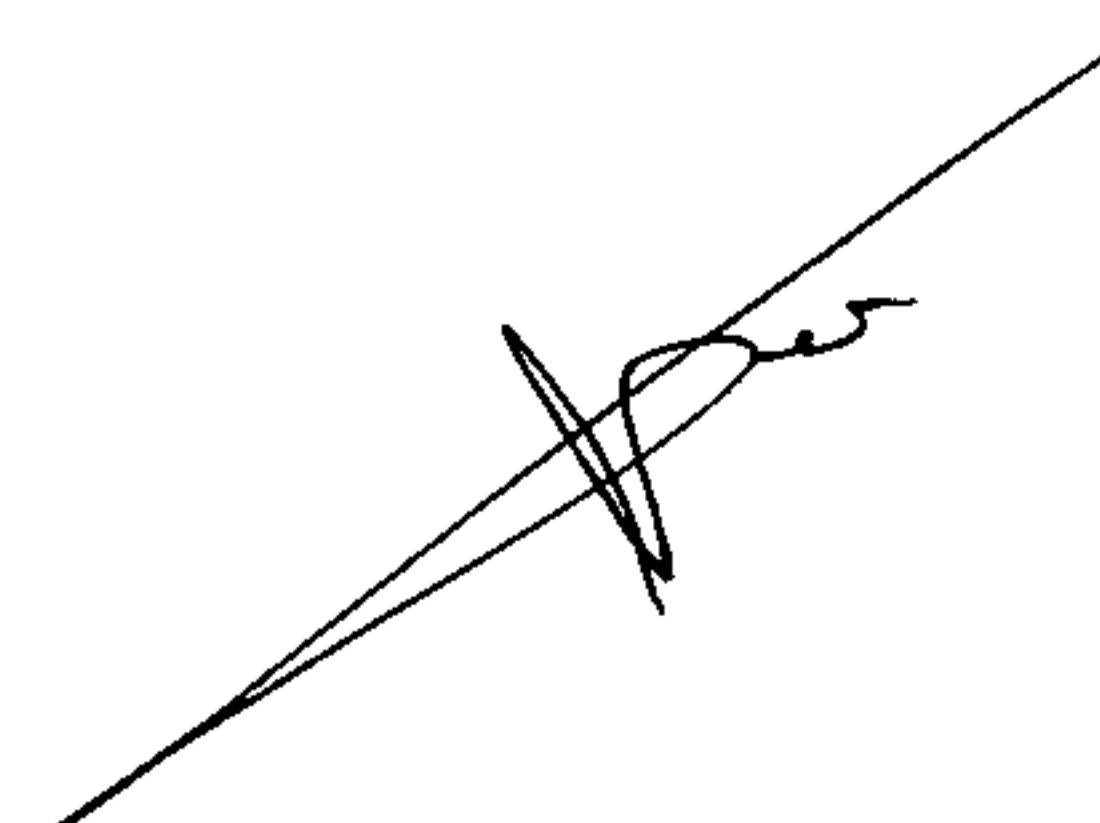
Fait en six exemplaires,

à FORBACH

le 30 octobre 2001

Monsieur Alain HAMAN

La SARL « AH GROUPE »
représentée par Mr Alain HAMAN



VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ

A FORBACH le 12 NOV. 2001

BORD 274 N°1 Extrait N° 1641

Reçu : { - TIMBRE Neuf cents francs.
- ENREGT Cinq cents francs (Provisoire)

Le Receveur Principal,


CARMEN FACCHIN
CONTROLEUR PRINCIPAL

INVENTAIRE DU MATERIEL

Dépendant de la branche d'activité, appartenant à Monsieur Alain HAMAN, exploité au 12 Mont Sainte-Croix à 57600 FORBACH

MATERIELS

- 3 brancards	229 euros
- divers matériels	167 euros

	396 euros

114

VEHICULE

- Ambulance RENAULT MASTER	32.319 euros

	32.319 euros

MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE

- Téléprojecteur	427 euros
- Ordinateur	152 euros
- Fax	76 euros

	655 euros

114

MOBILIER

- Ensemble mobilier	6.098 euros
---------------------	-------------

TOTAL	39.468 euros
--------------	---------------------

Emprunts repris :

- emprunt Caisse d'Epargne 38.205 euros

- emprunt C.M.D.P. 14.015 euros

52.220 euros

1/2

1/2

LISTE DU PERSONNEL REPRIS PAR « AH GROUPE »

ILLIG Dominique

STILLATO François

ILLIG Serge

HANRIOT Michel